

Les élus communistes/Front de gauche actifs avec les maires de France, contre l'austérité imposée aux collectivités

**MOINS POUR LE CAC 40,
PLUS POUR NOS COMMUNES
ET LEURS HABITANTS !**

**L'AUSTÉRITÉ
ÇA SUFFIT !**

Citoyens, agents territoriaux, associations, élus :

MOBILISONS-NOUS LE 19 SEPTEMBRE POUR

- Dire non aux baisses de dotations d'État
- La neutralité financière garantie pour les communes et les intercommunalités face aux restructurations de recettes fiscales de la réforme territoriale
- Une réforme juste de la fiscalité
- Le partage des richesses produites par la taxation des actifs financiers

Les baisses de dotation servent à financer des aides inutiles telles que le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi). Ces aides ont favorisé la spéculation.

**C'EST PROUVÉ : LES CADEAUX À LA FINANCE
NE CRÉENT PAS D'EMPLOIS !**

Redonner aux communes et à leurs intercommunalités les moyens d'investir utilement pour les gens : **c'est bon pour les services publics, c'est bon pour nos vies, c'est bon pour la relance économique et l'emploi !**

SIGNONS MASSIVEMENT LA PÉTITION

**Les élus communistes-Front de Gauche dans l'action
pour la justice sociale et l'égalité des territoires**





L'Association des Maires de France dans l'action le 19 septembre !

PRÉSERVER LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS

L'APPEL DU 19 SEPTEMBRE POUR LES COMMUNES DE FRANCE

REDUCTION DES SERVICES PUBLICS LOCAUX ?

BAISSE DE L'INVESTISSEMENT ?

HAUSSE DES IMPOTS LOCAUX ?

L'Etat a décidé de réduire de 30% les dotations qui étaient jusque-là accordées aux communes et intercommunalités pour assurer leurs missions, y compris les plus vitales. Les communes et leurs intercommunalités font d'ores et déjà des efforts de gestion mais quelle institution, même très bien gérée, pourrait supporter une telle baisse ? La vie quotidienne de 66 millions de Français, largement liée aux actions des communes, peut-elle être considérée comme une simple variable d'ajustement comptable ?

**NOUS DEVONS AGIR
DÈS MAINTENANT**

**Le risque est présent
et il concerne chaque habitant
de chaque commune de France
sans exception.**

Si rien n'est fait, les communes et intercommunalités se verront lourdement imposer trois options:

La première:

Réduire fortement les « services du quotidien » proposés aux citoyens ? Logements, crèches, écoles, cantines, centres d'action sociale, transports, équipements sportifs et culturels, environnement, tri et collecte des déchets... Les habitants ne peuvent être privés des services essentiels qui assurent le cadre de vie et fondent le lien social, le vivre ensemble !

La deuxième:

Renoncer aux investissements préparant l'avenir ?

Travaux d'infrastructures, aménagements pour accueillir les entreprises créatrices d'emploi... L'attractivité du pays et l'activité économique en souffriraient sans délai et très directement.

La troisième:

Augmenter les impôts locaux ou les tarifs des services proposés ?

Ce serait financièrement intenable pour beaucoup de Français.

**Notre réponse est claire :
C'EST NON !**

Aussi, nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent que leur commune vive et que leur vie quotidienne s'améliore, à se mobiliser le samedi 19 septembre, dans toutes les communes de France. Nous invitons les citoyens de notre pays à rencontrer les élus locaux et signer "L'Appel du 19 septembre pour les communes de France", sur les cahiers prévus en mairie ou sur le site:

www.change.org

Pour le Bureau de l'AMF:

François Baroin, Président

André Laignel, Premier vice-président délégué

Philippe Laurent, Secrétaire général

Michel Vergnier, Trésorier général

Marie Hélène Amiable

Annie Guillemot

André Rossinot

Martial Saddier



**LE 19 SEPTEMBRE 2015,
FAISONS CAUSE COMMUNE !**

